

Finances publiques – 70 agents ont interrompu le comité technique de la direction, jeudi (14 décembre).

Suppression de postes : colère et inquiétude des agents



Les syndicalistes Sabine Bruguière, Nathalie Ghio et Sylvie Pustel ont dénoncé la suppression de huit postes d'agents à l'horizon 2018

Le comité technique (CT) de la direction départementale des finances publiques des Hautes-Alpes, qui se tenait jeudi matin dans les locaux de l'administration cours Ladoucette, a été interrompu par l'intrusion de 70 agents.

Ils sont venus interpellier leur directeur départemental Francis Pareja sur la suppression de huit postes en 2018 et sur le devenir, pour eux compromis, de certains des 14 établissements du Trésor Public du département.

- « Depuis 2010, 56 postes ont été supprimés et huit vont l'être en 2018. Nous avons voulu, au-delà des représentants du personnel, que nos collègues viennent s'exprimer devant le directeur. Les suppressions d'emplois impactent toutes les missions de notre administration et surtout le maillage territorial », a expliqué Nathalie Ghio de la CGT.
- « Nous voulons conserver notre mission de service public. Le démantèlement de nos administrations pénalise à chaque fois les usagers. La logique du libéralisme, de la mise en concurrence et de la rentabilité prévalent, mais c'est incompatible avec le service public. ... » s'insurge Sylvie Pustel, de Force ouvrière.
- « Les petites trésoreries ne sont ouvertes que 16 heures par semaines. L'usager se heurte à une porte fermée. C'est un recul manifeste de notre mission de proximité », observe Sabine Bruguière du syndicat Solidaires.

De son côté, la direction joue l'apaisement en communiquant quelques heures après les échanges houleux de la matinée. « C'est vrai qu'il y a eu un certain nombre de réformes ces dernières années qui ont été perturbantes pour les services et pour les agents et ça je l'entends », a indiqué Francis Pareja, directeur départemental des finances publiques. Une pétition tourne dans les services et sera adressée dans les prochains jours à Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des comptes publics.

Interview de Sylvie Pustel (FO) enregistrée par la radio locale Alpes 1 le 14 décembre.

« Ces attaques, ça se traduit comment au niveau local ? Les contribuables ne sont plus accueillis. Le jeudi, la Cité Desmichels à Gap est fermée. Dans les petites trésoreries, l'accueil au public ne se fait que par demi-journée. La trésorerie de Château Ville-Vieille a fermé ses portes. D'autres trésoreries sont menacées.

On dit NON. Car, il y a une véritable plus-value dans notre administration que ce soit au niveau des comptes publics, des réponses fiscalistes, du service apporté en termes de conseil, ou lutte contre l'économie souterraine. C'est vrai qu'on n'est pas une administration populaire. Mais pour autant on est vraiment comme la police, comme les infirmières une administration importante. »